



Interventions de l'Agence du NEPAD

Informations à partir du 31 décembre 2016

UGANDA

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET SECURITE ALIMENTAIRE.....	4
Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA)	4
Gestion des risques liés à l'agriculture et l'insécurité alimentaire	4
Fonds d'adaptation aux changements climatiques.....	4
Appui agricole axé sur le genre face au changement climatique	5
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	5
TerrAfrica	6
INTEGRATION REGIONALE, INFRASTRUCTURES ET ECHANGES COMMERCIAUX	6
Africa Power Vision.....	6
Initiative présidentielle des champions des infrastructures (PICl).....	6
Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)	7
Énergie durable pour tous (SE4ALL).....	8
INDUSTRIALISATION, SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION.....	9
Réseau d'expertise africain en biosécurité (ABNE)	9
Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH).....	9
Indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation (ASTII).....	11
Bio-Innovate.....	11
Réseau d'Afrique Centrale et de l'Est pour les biosciences (BecANet)	11

COMPETENCES ET EMPLOI POUR LE JEUNES	11
Renforcement des capacités	11
Rural Futures	12
Genre	12

TOC

1. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET SECURITE ALIMENTAIRE

Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA)

L'Ouganda a signé le PDDAA Compact du 30 au 31 mars 2010 et a organisé l'étude technique indépendante de son Plan national d'investissement agricole (PNIA) du 2 au 10 septembre de la même année. Un appui à l'analyse et l'inventaire national a été fourni durant l'élaboration du PNIA national. La réunion de travail s'est tenue du 16 au 17 septembre 2010.

La Plateforme de facilité d'investissement en Ouganda a été lancée et est institutionnalisée à travers l'Alliance pour l'agro-industrie en Ouganda (UAA), une organisation à but non lucratif créée par le secteur privé.

Une évaluation du risque agricole a été effectuée. Elle met l'accent sur les principaux risques liés au secteur agricole, notamment les ravageurs et les maladies des plantes et des animaux, l'instabilité du marché, les faux intrants, les pertes post-récolte et les vagues de sécheresse. Les outils d'atténuation de risques et d'adaptation seront développés en 2016.

L'Ouganda a reçu un financement du Programme mondial agricole et de sécurité alimentaire (GAFSP) estimé à 27,64 millions USD. Le financement porte sur les interventions qui visent à lier l'agriculture, la nutrition, la santé et l'éducation afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au sein des groupes vulnérables dans le pays.

Gestion des risques liés à l'agriculture et l'insécurité alimentaire

L'Évaluation du risque agricole en Ouganda a été effectuée. Elle met l'accent sur les principaux risques liés au secteur agricole, notamment les ravageurs et les maladies des plantes et des animaux, l'instabilité du marché, les faux intrants, les pertes post-récolte et les vagues de sécheresse. Les outils d'accompagnement et les instruments de politique pour l'atténuation et l'adaptation seront développés.

Il s'agira d'appuyer les institutions techniques et financières qui fourniront à au moins 100 000 agriculteurs (d'ici la fin de 2017) des outils AFIRM, y compris les modèles d'assurance pour des plantes sélectionnées, l'agriculture et les informations sur le marché, les installations de stockage pour la réduction des pertes post-récolte et les filets de sécurité productifs.

Fonds d'adaptation aux changements climatiques

Huit chefs administratifs de district, des planificateurs de district, les agriculteurs et agents de vulgarisation agricoles et les coordinateurs de production ont été orientés sur les méthodes de gestion des effets du changement climatique sur l'agriculture. Par ailleurs, un ensemble d'outils pour l'Adaptation de l'agriculture au changement climatique, a été développé, traduit en langue locale et par la suite, distribué et du matériel écologique, notamment des réchauds Eco à énergie solaire offerts à 39 foyers.

Appui agricole axé sur le genre face au changement climatique

Un cadre national d'Agriculture intelligente face au climat (CSA) a été mis au point en ligne avec la Vision nationale, le Plan de développement national et les politiques et les stratégies en faveur du secteur agricole. Le cadre épouse les approches du CSA en matière de changement climatique, de genre et de jeunesse.

Les plans CSA axés sur le genre ont été intégrés au Plan de développement national de l'Ouganda.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Mesurer le coût de la faim en Afrique : cette étude a été réalisée dans 4 pays (Égypte, Éthiopie, Swaziland et Ouganda). L'objectif majeur de l'étude internationale menée par la CUA, le NEPAD, le PAM et l'UNECA est de stimuler l'action coordonnée et de renseigner la conception des cadres et des programmes axés sur la nutrition, avec des investissements plus importants pour éradiquer la malnutrition infantile sur le continent.

10 résultats issus de la première phase de l'étude « Mesurer le coût de la faim » :

- 1) L'Afrique compte aujourd'hui plus d'enfants souffrant de retard de croissance qu'il y a 20 ans.
- 2) 68 à 82 pour cent des cas de sous-alimentation infantile n'ont pas été bien traités.
- 3) La plupart des dépenses de santé sont effectuées avant l'âge d'un an.
- 4) 4 Entre 7 et 16 pour cent des échecs dans les écoles sont dus au retard de croissance.
- 5) Les enfants souffrant de retard de croissance mettent plus 0,2 à 1,2 an dans leur cursus scolaire.
- 6) 8 à 28 pour cent de la mortalité infantile est liée à la malnutrition.
- 7) La mortalité infantile due à la malnutrition a réduit la main-d'œuvre nationale de 1 à 8 pour cent.
- 8) 40 à 67 pour cent de la population active actuelle a souffert de retard de croissance pendant l'enfance.
- 9) Les dépenses annuelles liées à la sous-alimentation infantile atteignent des valeurs équivalentes de 1,9 à 16,5 pour cent de produit intérieur brut.
- 10) Éradiquer le retard de croissance en Afrique est une étape nécessaire pour le

développement inclusif du continent.

TerrAfrica

- Grâce au soutien de TerrAfrica Leveraging Fund (TLF), l'Ouganda a pu intégrer le SLWM aux cadres nationaux environnementaux et agricoles à travers l'élaboration des Cadres nationaux d'investissement stratégique (CSIF) pour la SLM et a terminé ses analyses sur les coûts et les avantages des options SLM.
- Programme d'investissement stratégique (SIP) : Le Cadre d'investissement stratégique pour la gestion durable des terres (U-SIF SLM) pour l'Ouganda vise à promouvoir le secteur de coopération clé en vue d'améliorer les conditions de vie basées sur les ressources et d'autres services écosystèmes. L'U-SIF SLM est une initiative multisectorielle nationale pilotée par le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie animale et les Pêches (MAAIF), le ministère cible de l'UNCCD, le PDDAA et TerrAfrica.

2. INTEGRATION REGIONALE, INFRASTRUCTURES ET ECHANGES COMMERCIAUX

Africa Power Vision

Projet de champ géothermique Baringo-Silali : Le projet vise à développer l'énergie géothermique du bloc Baringo-Silali, qui comprend les prospections de Bogoria, Baringo, Arus, Korosi, Chepchuk, Paka et Silali. Le projet est basé au Kenya (partie du rift d'Afrique orientale qui s'allonge du Baringo à Silali jusqu'à la frontière avec l'Éthiopie) et servira l'Ouganda et le Rwanda.

Projet de ligne de transmission Nord Sud : Le projet prévoit la construction d'une ligne de transmission de 8 000 km, d'une capacité comprise entre 3 000 à 17 000 MW, reliant l'Égypte à l'Afrique du Sud en passant par le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. La ligne reliera ainsi l'Eastern Africa Power Pool (Pool énergétique d'Afrique de l'Est) et le SAPP. Le projet est un interconnecteur régional entre l'Afrique Orientale et l'Afrique Australe. Les pays qui seront desservis par ce projet sont l'Égypte, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

Initiative présidentielle des champions des infrastructures (PICI)

Débloquer les goulots d'étranglement politiques pour les projets de large bande de TIC et de la fibre optique reliant les États voisins : Le projet nécessite un engagement et une volonté

politique pour débloquent les goulots d'étranglement politiques qui ont un impact sur l'exécution des projets de large bande de TIC et de fibre optique sur le continent.

Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)

Pipeline de produits pétroliers Ouganda-Kenya : Un pipeline de 300 km pour un mode de transport de produits pétroliers peu coûteux.

Corridor multimodal du nord : Ce programme est conçu pour moderniser la voie prioritaire du corridor multimodal ARTIN conformément aux normes modernes (voies pour véhicules lents et déviations urbaines) en Afrique de l'Est. Ce programme vise à faciliter le déplacement des biens et des personnes à travers les frontières entre le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RDC avec un embranchement au Soudan du Sud.

Développement du point d'accès de Lamu : Ce programme vise à résoudre un problème de l'Afrique de l'Est en développant une capacité portuaire suffisante pour satisfaire la demande future au niveau national et des pays enclavés. La priorité sera de développer le point d'accès de Lamu.

Corridor central : Ce projet a pour but de moderniser la voie prioritaire du corridor ARTIN en Afrique Centrale et faciliter le déplacement des biens et des personnes à travers les frontières entre la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RDC. Une rencontre des donateurs s'est tenue en vue d'obtenir le financement nécessaire à l'accélération du processus de réalisations de 18 des 23 projets identifiés par le groupe de travail des États membres du CCTTFA. Les 18 projets ont été présentés grâce au Critère de qualité d'entrée (QaE) pour la validation du Fonds de préparation des infrastructures de projet (IPPF) du NEPAD.

Réfection de la route Kampala Jinja : L'objectif de ce projet est d'améliorer le trafic au Haut Kampala. Ce corridor est un lien vital reliant Juba au Soudan du Sud à Kampala en Ouganda. Au regard de sa configuration en double chaussée de 2 à 4 voies dans chaque direction, ce projet peut être financé à travers le PPP.

Programme TAH : Il s'agit de la première phase du programme de connectivité continentale qui met l'accent sur la réalisation et la normalisation des liens manquants du programme TAH d'ici 2030.

Single African Sky phase 1 (conception et implémentation préalable) : Single African Sky est un programme continental qui mettra au point pour le continent africain, un système de navigation aérienne de pointe, basé sur le satellite.

Application de la Décision de Yamoussoukro : Il s'agit d'accélérer l'application de la Décision de Yamoussoukro en identifiant les pays prêts à l'appliquer entièrement, et en concluant un accord avec leurs gouvernements et leurs compagnies aériennes pour le lancement d'un club de volontaires sur

une base d'adhésion totale.

Environnement favorable aux TIC : Ce programme vise à créer un environnement plus propice aux investissements du secteur privé dans les infrastructures à large bande à haut débit.

Infrastructure terrestre de TIC pour la connectivité : Ce programme a deux composantes principales : a) sécuriser la connexion de chaque pays par au moins deux infrastructures à large bande et b) assurer l'accès au câble sous-marin à tous les pays enclavés. Le Kenya fait partie des pays participants.

Programme Internet Exchange Point (IXP) : Ce programme a pour objectif de fournir à l'Afrique un nœud d'échange d'Internet approprié afin de maximiser le trafic interne.

Compétences de l'infrastructure pour le développement (IS4D)

L'initiative **Compétences de l'infrastructure pour le développement (IS4D)** est un projet de renforcement des capacités lancé en février 2015 conjointement par le gouvernement australien et l'Agence du NEPAD. **Le projet a pour but de renforcer les compétences de gestion dans le secteur public afin d'accélérer la réalisation de projets infrastructurels PIDA prioritaires** à travers l'Afrique grâce à l'apprentissage actif. Le projet est exécuté au moyen d'une combinaison de cours de niveau universitaire fournis à distance (en ligne), ainsi qu'à un apprentissage pratique axé sur la résolution de problème émanant des projets professionnels d'autres participants.

Un total de **65 participants issus de huit pays africains**, y compris l'Ouganda, ont bénéficié d'une formation. Les participants étaient issus des agences et organes de réglementation du secteur public à travers les corridors de transport et de transmission d'énergie. Outre le Malawi, les pays ayant participé au projet sont la République démocratique du Congo, le Kenya, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, le Soudan du Sud et la Zambie.

Énergie durable pour tous (SE4ALL)

Au début de 2014, 37 pays africains sur 42 ont effectué une évaluation rapide de l'écart en termes d'accès à l'énergie durable. La prochaine étape consiste pour ces pays à développer un Programme d'action (AA) SE4ALL et des Prospectus d'investissement (PI). Pour soutenir ce processus, les partenaires de Centre SE4ALL Africa ont élaboré les Directives africaines pour les programmes d'action nationaux en matière de SE4ALL. Les Directives africaines ont énoncé les principes et le processus de développement des programmes d'action et ont mis en exergue une approche équilibrée des solutions centralisées et décentralisées pour atteindre l'accès universel aux services d'énergie. À ce jour, le Plan d'action SE4All pour l'Ouganda est entièrement élaboré.

3. INDUSTRIALISATION, SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Réseau d'expertise africain en biosécurité (ABNE)

Les membres de parlement de l'Ouganda ont bénéficié d'un renforcement des capacités en formulation et mise en œuvre de la politique en matière de plantes génétiquement modifiées (GM), à travers les informations et l'expérience réelle des petits exploitants.

Les compétences techniques ont été renforcées afin d'établir et de gérer les systèmes de biosécurité pour l'usage sécurisé de la biotechnologie agricole moderne. D'autres appuis techniques ont été fournis parmi lesquels les ateliers nationaux de formation en biosécurité, des cours brefs en biosécurité dans des institutions africaines et partenaires hors d'Afrique, notamment l'Université du Michigan aux États-Unis, des stages de biosécurité, le conseil technique et les ressources des informations en biosécurité.

Des cours intensifs de biosécurité constituent une partie intégrante des activités de l'ABNE en Afrique. En 2014, l'ABNE a offert un cours intensif de biosécurité à l'université de Makerere en Ouganda et de biotechnologie agricole à l'Université du Michigan aux États-Unis. Un total de 24 régulateurs ressortissants de l'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de l'Ouganda et du Zimbabwe ont obtenu d'amples informations sur les bases de la science de biosécurité, de la politique et de la réglementation, l'évaluation et la gestion des risques liés aux OGM et la communication et la sensibilisation sur la biosécurité.

Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH)

L'**Implémentation des normes de réglementation de produits médicaux harmonisés** dans la CAO est devenue effective en janvier 2015. Ces normes ont pour objectif de faciliter l'acquisition de l'autorisation de vente des produits dans les cinq États partenaires de la région, dont l'Ouganda.

Les normes ont permis aux Autorités nationales de réglementation du médicament (NMRA) dans la région de la CAO, y compris le Kenya, afin d'autoriser la circulation de 152 produits. Par ailleurs, 4 produits ont été autorisés par les MNRA du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie (continentale) à travers les examens conjoints effectués au niveau régional. L'harmonisation des directives et des normes d'inspection des sites de fabrication de produits pharmaceutiques a permis de contrôler 9 sites de fabrication dans la région de la Communauté d'Afrique orientale (CAO), mais aussi en Égypte et en Inde, avec pour résultat de l'approbation de 5 installations. Tous ces efforts sont orientés vers la facilitation de l'approbation plus rapide des médicaments conformes aux normes internationales de qualité, de sécurité et d'efficacité.

Une importante loi type de l'UA pour harmoniser les systèmes de réglementation des produits médicaux a été adoptée par les Chefs d'État et de gouvernements africains en janvier 2016 au Sommet de l'UA à Addis Abeba, en Éthiopie. La loi type de l'UA servira à accélérer l'application de la réglementation des produits médicaux et des technologies saines de qualité, à prix abordables en Ouganda.

En 2015, la réunion inaugurale des États membres de l'**IGAD** pour le NMRA s'est tenue à Addis Abeba, en Éthiopie. **L'Ouganda a participé et signé l'Appel à l'action avec succès** afin d'implémenter un programme d'Harmonisation des réglementations des médicaments (MRH) au niveau régional. Une réunion de suivi a été convoquée en 2016 et a approuvé la mise sur pied d'un comité directeur du MRH, des Groupes de travail technique (GTT) et une unité de coordination au sein de l'IGAD.

Après l'établissement réussi du Programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments (MRH) dans la Communauté d'Afrique orientale (CAO) en 2012, **l'Ouganda a pris part à l'élaboration et à l'adoption de directives techniques harmonisées par le Conseil de la CAO en 2014 et la publication d'un recueil pour les États membres de la CAO.** Deux projets pilotes ont été mis sur pied : le Programme de préqualification des médicaments de l'Organisation mondiale de la santé (OMS-PPM) et les Évaluations et les inspections conjointes de la CAO. Ces deux projets ont assuré la **participation de l'Ouganda à l'approbation de 5 à 7 produits en 2011 et 2013 respectivement.** La deuxième phase du programme CAO-MRH s'est étendue pour englober le renforcement de la sécurité du médicament (pharmacovigilance), la supervision des essais cliniques, la réglementation et l'assurance de la qualité des appareils médicaux y compris le diagnostic et l'harmonisation de la réglementation des vaccins. En 2015, le programme CAO-MRH a effectué une Évaluation conjointe de dossier de 8 produits médicaux à Entebbe, en Ouganda.

L'Autorité nationale du médicament de l'Ouganda est un RCORE spécialisé conçu dans la délivrance d'autorisation de fabrication, d'importation, d'exportation, de distribution et d'inspection et de surveillance des producteurs, des importateurs, des grossistes et des distributeurs de médicaments. Les RCORE sont des institutions dotées des compétences dans l'expertise scientifique et la formation en réglementation technique et académique, capables de fournir une main-d'œuvre en matière de réglementation en Afrique.

Dans le cadre de la stimulation de l'implémentation de l'agenda d'industrialisation africaine, diverses technologies et des cadres associés ont été développés afin de **contrôler les vecteurs des maladies infectieuses** comme le paludisme, la maladie du virus de la Zika et le chikungunya. Les essais sur le terrain confiné pour les vecteurs ont été pilotés dans trois pays, dont l'Ouganda, les deux autres étant le Burkina Faso et le Mali.

Indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation (ASTII)

L'Ouganda a lancé le projet ASTII en septembre 2007. La mise en œuvre du projet a permis de collecter les données sur la R&D qui ont été publiées dans le 1^{er} rapport de la Perspective africaine de l'innovation (AIO-2010). Par ailleurs, les données pour les indicateurs principaux de la R&D et les innovations ont été publiées dans le 2^e rapport de l'AIO de 2014.

Le pays a mis sur pied un conseil, le Conseil national de l'Ouganda pour la Science et la Technologie (UNCST), spécialisé dans la gestion des indicateurs de STI en Ouganda.

Entre 2008 et 2012, il a bénéficié des ateliers régionaux de formation sur les méthodes internationales de sondage (OECD), dirigés par l'équipe du NEPAD/ASTII, l'Institut de l'UNESCO pour les statistiques, le Centre sud-africain des sciences, les Indicateurs de technologie et d'innovation (CeSTII) et l'Institut des politiques et des recherches (RPI) de l'Université de Lund.

L'Ouganda a signé deux accords de subvention du NEPAD pour un appui financier aux sondages de STI grâce à l'instrument de financement initial du SIDA, à hauteur de 75 000 USD entre 2008 à 2013.

Bio-Innovate

Le Réseau des innovations en bio-ressources pour le Programme de développement d'Afrique de l'Est (Bio-Innovate) a été créé en 2010 pour appuyer les sciences pluridisciplinaires et les activités d'innovation axées sur le produit dans les pays d'Afrique de l'Est.

Réseau d'Afrique Centrale et de l'Est pour les biosciences (BecANet)

La plateforme BecA-ILRI permet aux scientifiques et aux institutions africaines d'exploiter les opportunités qu'offrent les avancées technologiques pour le développement durable de l'agriculture sur le continent.

4. COMPÉTENCES ET EMPLOI POUR LES JEUNES

Renforcement des capacités

- Il s'agit du développement et du pilotage d'un **Cadre d'évaluation des capacités extractives** (ECAFE), en tant que partie intégrante de la Vision africaine pour l'activité minière : L'Ouganda fait partie des 5 pays pilotes qui affinent et contextualisent le cadre, les

autres étant la République démocratique du Congo, le Ghana, le Mozambique et le Kenya.

- L'Ouganda fait partie des sept pays impliqués dans le renforcement de l'application des Cadres de résultats par pays (CRF) pour un développement et une coopération effectifs. D'autres pays ont effectué le même exercice. Il s'agit du Kenya, du Mozambique, de Madagascar, du Bénin, du Burundi et du Rwanda.
- L'appui fourni dans le cadre de la Plateforme africaine pour l'efficacité du développement (APDev), l'amélioration de la capacité de l'Ouganda à intégrer la responsabilité pour les résultats, avec un accent sur l'implémentation des ODD. Par conséquent, les Plans d'action pour l'exécution et l'apprentissage au niveau national et international des CRF ont été formulés et les ressources ont été efficacement mobilisées auprès des différents partenaires pour soutenir l'exécution au niveau national.
- L'unité d'appui et le renforcement des compétences de négociation des pays africains dans le cadre de l'Agenda de développement post-2015 à travers la position commune de l'Afrique (CAP.) Par la suite, les priorités de développement de l'Afrique ont été matérialisées dans les ODD.

Rural Futures

L'Ouganda fait partie des dix pays à avoir bénéficié d'un audit des compétences et des études de création d'emploi pour les jeunes. Cet exercice a porté sur l'objectif de la réduction de la pauvreté rurale et du chômage que se fixe le Programme Rural Futures.

Genre

Le Fonds NEPAD Espagne a fourni un appui technique et financier au Réseau ougandais des femmes (WOUGNET). L'appui a été orienté vers l'augmentation des revenus au sein des femmes entrepreneurs à la tête de petites ou de très petites exploitations grâce à l'utilisation des TIC. Par ailleurs, le Fonds a favorisé le renforcement de capacité et les activités rémunératrices de 150 femmes-chefs de petites et de très petites exploitations à travers les TIC.